

Cible de réduction 2030 de GES

Le Fonds vert doit servir dès maintenant à développer les services de transports collectifs

Montréal, le 17 septembre 2015 – Pour TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, les cibles ambitieuses de réduction des émissions des gaz à effet de serre exigent un investissement immédiat dans l'augmentation de l'offre de service en transports collectifs. TRANSIT déplore le retard pris par le Québec dans l'utilisation du Fonds vert pour soutenir le développement des transports collectifs. Sans augmentation importante de l'offre de services en transport collectif, il sera impossible de réduire les émissions de gaz à effet de serre à la hauteur visée.

Où sont les programmes pour le transport en commun découlant du Fonds Vert?

Depuis maintenant près de deux ans, Transit questionne le gouvernement afin de connaître quand et comment seront utilisées les importantes sommes -déjà disponibles et celles encore plus élevées qui sont à venir- dans le Fonds Vert pour le développement des transports collectifs. Selon les chiffres compilés par Transit, près de 500 millions de dollars dorment alors que les projets de transports collectifs font du surplace, faute de financement notamment.

« Cela fait trois ans que le Plan d'actions sur les changements climatiques est en place mais le financement de nouveaux services en transports collectifs reste bien timide », déplore Félix Gravel, responsable des campagnes transport, GES et aménagement du territoire au CRE-Montréal.

Se donner des moyens pour obtenir des résultats

Les sociétés de transport du Québec ont démontré qu'elles sont en mesure d'améliorer les services, et même de dépasser les attentes, quand on leur en donne les moyens.

En 2006, la Politique québécoise du transport collectif avait fixé des objectifs clairs : 16% d'augmentation de l'offre pour 8% d'augmentation de l'achalandage. Les résultats ont été au-delà des attentes, puisque l'achalandage a augmenté, entre 2006 et 2012, de près de 12%. « On a besoin d'un nouveau programme semblable. Il n'y a qu'à regarder la situation de plus en plus catastrophique en termes de mobilité dans la région métropolitaine de Montréal pour s'en convaincre réclame, Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de

Montréal, porte-parole de TRANSIT. « On voit bien qu'il y a bien un problème de financement de transport collectif. »

« Le gouvernement a des engagements à tenir. Le Fonds vert doit servir à réduire les émissions, donc à offrir de nouveaux services en transport collectif pour permettre à de nouveaux usagers de prendre les transports collectifs » souligne Christian Savard, Directeur général de Vivre en Ville. TRANSIT appelle donc le gouvernement à préciser comment sera utilisé le Fonds vert pour l'augmentation de l'offre de services en transports collectif. « Il doit être absolument clair, limpide, que l'argent du Fonds vert est bien utilisé pour développer le service. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et tenir les engagements pris devant les citoyens » conclue François Pépin, Président de Transport 2000.

-30-

À propos de TRANSIT

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

Informations

Aurore Tanier, chargée de communication et événements, CRE-Montréal
atanier@cremtl.qc.ca

Tel : poste 222 ou cell : 438.877.9117